

Quel l'Europe soit désormais un facteur essentiel de l'avenir de la France est une réalité. La moitié des lois françaises votées depuis quelques années sont dictées par ce que le Conseil des ministres européens, c'est-à-dire les gouvernements d'Europe, a décidé à Bruxelles. La gestion de notre monnaie, donc d'une partie importante de l'économie, est réalisée par la banque centrale européenne, d'ailleurs dirigée par un Français. Pour le département des Alpes-Maritimes, le renforcement de l'Europe est une chance. Tant pour le tourisme que pour les hautes technologies, ces deux facteurs désormais de même poids dans la création de richesses donc d'emplois dans les Alpes-Maritimes, c'est particulièrement vrai. Pourquoi donc les élections pour le Parlement européen ont si peu intéressé les



- électeurs ? Trois raisons simples.
- 1) Le grand public connaissait en général peu les têtes de liste.
 - 2) On croit que le Parlement européen a peu de pouvoirs.
 - 3) On est habitué à penser que le pouvoir est à Paris.

La première de ces raisons est malheureusement vraie : la division de la France en sept régions dirigées par des personnalités assez peu connues du grand public ; la multiplicité des listes ; le manque de clarté de leurs engagements réels ont été l'une des causes du désintérêt de la population. C'est malheureux, très malheureux.

Pourtant les deux autres raisons sont fausses. **Le rôle du Parlement européen va augmenter fortement.** Et ses pouvoirs largement dépasser sur des points essentiels celui des parlements nationaux et même ceux des gouvernements. Je pense que la Constitution européenne sera adoptée sans doute après quelques modifications, c'est à la fois essentiel et inéluctable. Je pense aussi que, pour notre avenir quotidien, cette élection aura plus d'importance réelle que celle des prochaines législatives ou de la prochaine élection présidentielle.

Il est fort dommage que les médias nationaux se contentent de constater le manque de sensibilisation de nos concitoyens et ne mettent pas en exergue le rôle effectif des systèmes européens déjà mis en place en matière de coopération entre les services de police, bientôt de justice pour la lutte contre la criminalité organisée, ou l'entrée dans l'espace euro, qu'ils ne précisent pas en effet des actions économiques de protection vis-à-vis des dérives de l'OMC comme les efforts énormes consentis en faveur de l'agriculture, de certaines réussites en matière de bourses pour étudiants et de mobilité transnationale. Et pourquoi les journalistes d'investigation ne se saisissent-ils pas plus de leur beau métier d'informer, voire de suggérer des coopérations interpartis européens ? **On laisse les citoyens dans le noir.** Qui connaît dans le détail les analyses de vote en fonction des listes politiques, les regroupements actuels au Parlement européen ? C'est, direz-vous, le rôle des partis politiques nationaux. C'est surtout celui des journalistes qui ont le pouvoir et le devoir d'informer.

*Pierre Laffitte,
sénateur des Alpes-Maritimes*

DE QUELLE EUROPE PARLE-T-ON, DE LA "VIEILLE" OU DE LA "NOUVELLE" ?



Dans une conférence de presse du 23 janvier 2003, Donald Rumsfeld, ministre américain de la Défense, parle d'une vieille et d'une nouvelle Europe. On ne devrait pas commenter cette expression s'il n'y avait une tradition dans les relations entre les États-Unis et l'Europe, aussi bien que dans les relations historiques en Europe. Déjà en 1827, Johann Wolfgang von Goethe écrit que "l'Amérique va mieux que notre continent, le vieux". En 1848, Karl Marx et Friedrich Engels parlent dans leur *Manifeste communiste* d'une vieille Europe réactionnaire qui s'oppose à l'Europe de progrès : "Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne". En utilisant le terme "vieille Europe", Marx et Engels veulent attaquer ceux qui s'opposent au progrès social. Dans ce contexte, les termes "vieux" et "nouveau" servent comme

métaphore pour un programme ou une stratégie politique. Le vieux est à combattre, le nouveau est le but à atteindre. Ce n'est pas différent dans le contexte de la guerre en Irak : les États qui se trouvent à côté des États-Unis appartiennent à la "nouvelle Europe" ; les États qui refusent une participation appartiennent à "la vieille Europe". D'ailleurs, la formule "vieux/nouveau" se réfère aussi aux expériences que les États-Unis ont fait avec l'Europe au 19^{ème} siècle : les Européens qui quittent alors leur pays pour des raisons religieuses, politiques ou économiques veulent sortir de la misère

du "vieux continent". La rupture avec le "vieux monde" est pour eux en même temps l'espoir d'un nouveau départ dans le "nouveau monde". Quitter "le vieux" est en même temps l'ouverture pour une nouvelle vie et signifie être prêt pour l'intégration dans le "meeting pot" américain. Dans le vieux monde, les États s'enferment dans un nationalisme acharné...

*Frank R. Pfetsch
professeur à l'université d'Heidelberg*

ILS ONT DIT

"Tout le monde ment. La vérité, les vraies décisions se découvrent derrière des portes où les journalistes ne viennent pas. Tout le monde manipule tout le monde et c'est ce qui rend la politique dangereuse et passionnante à la fois..."

Bruno Kreisky, ancien chancelier d'Autriche, *Libération*, 1983.

"Il n'y a d'éthique que lorsqu'il y a liberté"

Jacques Ruffié, *De la biologie à la culture*, Flammarion, 1976.

"La passion de créer fonde le projet de réalisation, la passion d'aimer fonde le projet de communication, la passion de jouer fonde le projet de participation. Dissociés, ces trois projets renforcent l'unité répressive du pouvoir"

Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967.